

M. l'Orateur: A l'ordre. Cela est très clairement une instance, présentée énergiquement, mais néanmoins une instance.

M. Rodriguez: Monsieur l'Orateur, c'est un problème sérieux devant lequel le ministre devrait réagir.

M. l'Orateur: A l'ordre.

LES INITIATIVES GOUVERNEMENTALES D'ASSISTANCE À
L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Industrie et du Commerce. Son ministère a publié lundi une étude sur la situation dans le secteur manufacturier, où on peut lire:

La production manufacturière n'est pas plus élevée qu'elle ne l'était en 1974 et le pays a perdu 80,000 emplois dans ce secteur.

Étant donné cette assertion, le ministre aimerait-il profiter de la première occasion à l'appel des motions pour exposer à la Chambre ce que lui et son ministère sont en train de faire pour tirer l'industrie manufacturière canadienne de son marasme actuel et ainsi commencer à renflouer notre déficit commercial de 11.5 milliards de dollars au chapitre des produits manufacturés, ceux qui produisent des emplois?

L'hon. Jack H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce): Nous cherchons sur plusieurs fronts à faciliter la reprise dans le secteur manufacturier au Canada. Je tiens à dire au député et à la Chambre que l'an dernier, le chiffre de nos exportations est passé de 38 milliards à 44 milliards de dollars, ce qui représente une très forte augmentation, et que 65 p. 100 de ces exportations consistaient en des produits de fabrication.

Des voix: Bravo!

M. Horner: Cela veut donc dire que nous fabriquons et que nous vendons.

M. Hees: Le ministre ne sait-il pas que le déficit de notre balance commerciale au chapitre des produits de fabrication est passé de 10.2 milliards de dollars, qu'il était l'an dernier, à 11.5 milliards de dollars cette année? Si c'est cela qu'il appelle le progrès, quelque chose ne tourne pas rond. Sa réponse n'indique-t-elle pas que le gouvernement ne fait rien et cela ne signifie-t-il pas que le pays est dans un sacré pétrin sur le plan du commerce des biens de fabrication?

M. Horner: Monsieur l'Orateur, tout ce que je peux répondre à cette longue tirade, c'est que le total de nos exportations a augmenté. Nous avons eu un surplus de trois milliards de dollars à ce chapitre, ce qui constitue presque un record. Quant aux biens de fabrication, le député ne fait que répéter le chiffre de 11 milliards de dollars. Ce chiffre représente la valeur des produits finis et il y a une différence entre nos exportations et nos importations. Nos exportations ont augmenté, mais pas aussi vite que nos importations.

Des voix: Oh, oh!

● (1452)

M. Horner: Je ne vois absolument pas pourquoi nous empêcherions les Canadiens d'acheter des produits fabriqués à l'étranger.

Des voix: Hou!

Questions orales
LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES PROPOSITIONS GOUVERNEMENTALES DE RELANCE DE
L'ÉCONOMIE PRÉPARÉES EN VUE DE LA CONFÉRENCE DES
PREMIERS MINISTRES

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Même s'il peut remettre à plus tard les élections ou le budget, il y a des choses qui ne peuvent pas attendre, comme, par exemple, la conférence des premiers ministres qui doit avoir lieu la semaine prochaine.

Étant donné que dans sa lettre du 9 décembre aux premiers ministres, il leur annonçait que l'objectif de cette conférence serait de mettre au point une stratégie économique à moyen terme pour le Canada, que, depuis ce moment-là la situation économique s'est encore beaucoup détériorée et que des députés de l'opposition, ainsi que le C.D. Howe Research Institute, ont demandé au gouvernement de prendre immédiatement des mesures pour combattre le chômage, le premier ministre peut-il nous dire s'il a des mesures concrètes à proposer aux premiers ministres, comme premier point à l'ordre du jour, afin de donner immédiatement un premier élan à l'économie canadienne, pour combattre le chômage élevé que nous connaissons cet hiver?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, l'ordre du jour détaillé sera rendu public dès que les premiers ministres provinciaux y auront donné leur accord. J'ai communiqué avec eux à ce sujet et l'honorable représentante constatera que l'un des articles traite de la situation économique actuelle et un autre de ce qu'elle pourrait être à moyen terme.

Quant à sa suggestion de donner suite à la très récente recommandation de l'Institut de recherches C.D. Howe, je répète ce que j'ai dit auparavant: nous avons déjà réalisé ce que cet Institut a recommandé que nous fassions. Si l'honorable représentante avait été attentive, elle aurait constaté que nous avons mis en œuvre deux des plus importantes recommandations. La première proposait aux provinces de réduire leur taxe de vente. Je me permettrai de rappeler à l'honorable représentante que le ministre des Finances a demandé en octobre dernier aux provinces de réduire leur taxe de vente comme le recommandait l'Institut de recherches C.D. Howe. Par-dessus la marché, le ministre des Finances a offert aux provinces de payer la moitié de cette réduction. Il ne s'agit donc pas d'une nouvelle recommandation pour nous. C'est une chose que nous avons déjà tenté de faire.

M. Basford: Nous l'avons inventée.

M. Trudeau: Comme le ministre de la Justice vient de dire, nous avons inventé l'idée et comme d'habitude, l'opposition cherche à grimper sur le char de la victoire.